



## Renseignements importants destinés aux locataires

Utilisez cette formule pour demander à la Commission de déterminer si votre locateur a perçu auprès de vous des sommes qu'il n'aurait pas dû percevoir ou s'il ne vous a pas payé les sommes qu'il vous doit. Vous trouverez des instructions sur la façon de remplir la formule T1 sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelontario.ca/cli).

1. Remplissez les trois parties de cette requête.
  - **Partie 1** : Renseignements généraux sur :
    - le logement locatif visé par cette requête;
    - vous et les autres locataires qui habitez dans le logement, votre locateur et les autres parties à la requête;
    - votre location et les autres requêtes non réglées concernant le logement locatif.
  - **Partie 2** : Sélectionnez et expliquez les motifs de votre requête.
  - **Partie 3** : Vous ou votre représentant apposez ici votre signature et fournissez les coordonnées de votre représentant le cas échéant.
2. Remplissez la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* à la fin de cette requête pour obtenir des services supplémentaires pendant l'audience.
3. Déposez toutes les pages de cette requête auprès de la Commission (à l'exception de la présente page). La Commission vous enverra un avis d'audience précisant la date, l'heure et le lieu de votre audience.
4. Payez les frais de demande à la Commission au moment de déposer la demande. La Commission ne traitera pas votre demande à moins que vous n'ayez payé les frais. Les droits de présentation de la requête T1 sont de **53 \$**. Si la requête que vous déposez vise plus d'un logement locatif, les droits sont de **53 \$** pour le premier logement et de **5 \$** pour chaque autre logement, jusqu'au maximum de **450 \$**. Si vous postez la demande ou l'envoyez par service de messagerie, vous pouvez payer les droits de dépôt par mandat, chèque certifié ou carte de crédit. Vous ne pouvez pas payer en argent comptant ou avec une carte de débit si vous déposez par la poste ou par service de messagerie. Si vous payez en ligne, envoyez votre reçu et votre requête par courriel à [LTBpayments@ontario.ca](mailto:LTBpayments@ontario.ca). Si vous ne pouvez pas payer les frais, vous pouvez [demander une dispense des frais](#).
5. Si vous avez des questions ou désirez obtenir des précisions, communiquez avec la Commission.

**416 645-8080**

**1 888 332-3234 (sans frais)**

[tribunauxdecisionnelontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelontario.ca/cli)



Lisez attentivement les instructions avant de remplir cette formule. Écrivez les renseignements en lettres moulées ou dactylographiez-les.

**PARTIE 1 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**Adresse du logement locatif visé par cette requête**

Numéro municipal

Nom de la rue

Type de rue (par ex., rue, avenue, boulevard)

Point cardinal (par ex., est) Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

**Noms et adresses des locataires**

Prénom du 1<sup>er</sup> locataire (S'il y a plus de deux locataires, remplissez une liste des parties et joignez-la à la requête.)

Nom de famille

Prénom du 2<sup>e</sup> locataire

Nom de famille

Adresse postale (si elle diffère de l'adresse du logement visé par la présente requête)

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

( ) - ( ) - ( ) -

Adresse électronique

**RÉSERVÉ AU BUREAU :**

Numéro de dossier



**Nom et adresse du locateur**

Prénom (S'il y a plus d'un locateur, remplissez une liste des parties et joignez-la à la requête.)

Nom de famille

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

(       )

-

(       )

-

(       )

-

Adresse électronique

**Autres parties à la requête**

Est-ce que votre requête vise aussi le représentant ou le concierge de votre locateur parce que l'un ou l'autre a causé le problème? Ombrez complètement le cercle correspondant à votre réponse.

Non

Oui ► Remplissez et joignez la *Liste des parties* que vous pouvez obtenir auprès de la Commission.

**Requêtes connexes :**

Si vous ou votre locateur avez déposé d'autres requêtes visant le logement locatif et que ces requêtes n'ont pas été réglées, indiquez le numéro de dossier de ces requêtes ci-dessous.

Numéro de dossier 1

Numéro de dossier 2



PARTIE 2 : MOTIFS DE LA REQUÊTE

Ombrez complètement la boîte correspondant à chaque motif de votre requête à la Commission.

[ ] Motif 1 : Mon locateur m'a demandé un loyer illégal, que j'ai payé.

Mon locateur doit me verser , \$. Il s'agit du montant total que j'ai payé en trop au cours des 12 derniers mois.

Historique de la location : Quand avez-vous emménagé dans le logement locatif visé par cette requête?

jj/mm/aaaa

Dans le tableau ci-dessus, inscrivez des renseignements sur le loyer que vous avez payé au cours des 12 derniers mois.

Montant du loyer

Indiquez chaque montant de loyer différent que vous avez payé :

- dans les 12 mois précédant le dépôt de votre requête; OU
• depuis que vous avez emménagé dans le logement (si cela remonte à moins de 12 mois).

Période de location

- Dans la colonne Du, inscrivez la date à laquelle vous avez commencé à payer chaque montant de loyer.
• Dans la colonne Au, inscrivez la date du dernier jour de la période de location pendant laquelle vous avez payé chaque montant de loyer.

Table with 3 columns: Montant du loyer (par mois/par semaine), Période de location Du, Période de location Au.

Je dois payer le loyer [ ] au mois [ ] à la semaine [ ] autre (précisez)

[ ] Motif 2 : J'ai payé une charge illégale à mon locateur, à son représentant ou à son concierge.

À qui avez-vous payé la charge? Indiquez le nom et le titre de la personne.

Nom

Titre

Montant que vous avez payé , \$

Date à laquelle vous avez payé ce montant jj/mm/aaaa



**Motif 3 :** Le locateur n'a pas imputé mon avance de loyer à la dernière période de location et ne me l'a pas remboursée.

Montant de l'avance de loyer \_\_\_\_\_ , \$

Date à laquelle vous avez quitté le logement locatif   
jj/mm/aaaa

**Motif 4 :** J'ai conclu une convention de location avec le locateur, mais le locateur ne m'a pas permis d'emménager dans le logement locatif et ne m'a pas remboursé le dépôt de garantie que j'ai payé.

Montant du dépôt \_\_\_\_\_ , \$

Date à laquelle vous deviez emménager dans le logement locatif   
jj/mm/aaaa

**Motif 5 :** Le locateur me doit des intérêts sur l'avance de loyer.

Montant des intérêts que vous doit le locateur \_\_\_\_\_ , \$

**Motif 6 :** Le locateur m'a donné un des avis suivants pour résilier ma location et ne m'a pas versé d'indemnité à la date de la résiliation indiquée sur l'avis :

- N12 *Avis de résiliation de la location parce que le locateur, un acheteur ou un membre de la famille veut occuper le logement locatif.* Remarque : si l'avis N12 a été donné au locataire au motif qu'un acheteur ou un membre de la famille de l'acheteur veut occuper le logement locatif, l'indemnité ne doit être versée que si l'avis a été donné au locataire le 21 juillet 2020 ou après cette date;
- N13 *Avis de résiliation de la location parce que le locateur veut démolir le logement locatif, y effectuer des réparations ou l'affecter à un autre usage.* Remarque : si l'ensemble d'habitation compte moins de cinq habitations, l'indemnité ne doit être versée que si l'avis N13 a été donné au locataire le 21 juillet 2020 ou après cette date.

Montant de l'indemnité que vous doit le locateur \_\_\_\_\_ , \$

**Motif 7 :** Le locateur a vendu mes biens personnels et ne m'a pas versé le produit de la vente.

Montant que vous doit le locateur pour la vente de vos biens? \_\_\_\_\_ , \$

**Motif 8 :** Le locateur ne m'a pas donné l'avis nécessaire pour m'indiquer qu'une ordonnance interdisant une augmentation de loyer avait été rendue concernant mon logement locatif.

Je veux que la Commission fasse l'une des choses suivantes ou les deux (ombragez complètement la boîte correspondant à votre réponse) :

Ordonner au locateur de payer une amende à la Commission.

Déterminer le loyer légal de mon logement et, si mon loyer est illégal, ordonner au locateur de me verser un remboursement de loyer.

**Explication de vos motifs**

Pour les motifs 1 à 7, vous devez expliquer dans le tableau ci-dessous pourquoi vous déposez cette requête. Inscrivez le numéro de chaque motif que vous avez sélectionné aux pages 3 et 4. Décrivez ensuite les faits qui vous ont amené à présenter une requête à la Commission et expliquez pourquoi vous croyez que le locateur vous doit de l'argent par suite de ces faits.

- Que s'est-il passé? Quelles sont les dates et les heures des faits qui sont survenus?
- Qui a causé le problème? Quels sont les noms et postes (par exemple, concierge) des personnes impliquées?
- Si le motif 1 est le motif de votre requête, expliquez pourquoi vous croyez que le locateur vous a demandé un loyer illégal et indiquez comment vous avez calculé le montant que vous avez payé en trop.
- Si le motif 2 est le motif de votre requête, expliquez à quoi devait servir le paiement et pourquoi vous pensez qu'il était illégal.
- Si votre requête concerne une avance de loyer ou des intérêts sur une avance de loyer, indiquez la date à laquelle vous avez versé l'avance et la dernière date à laquelle le locateur vous a versé des intérêts sur cette avance.

<b>Motif n°</b>	<b>Description détaillée</b>

*Annexez d'autres feuilles au besoin.*



**PARTIE 3 : SIGNATURE**

**Signature du locataire/du représentant**

/ /  
jj/mm/aaaa

Qui a signé la requête? Ombrez complètement le cercle correspondant à votre réponse.

- Locataire 1     Locataire 2     Représentant juridique

**Renseignements sur le représentant juridique**

Prénom

Nom de famille

N° du BHC

Raison sociale de la société (le cas échéant)

Adresse postale

Unité/App/Bureau

Municipalité (ville, village, etc.)

Prov.

Code postal

N° de téléphone (jour)

N° de téléphone (soir)

N° de télécopieur

(       )

-

(       )

-

(       )

-

Adresse électronique

**Collecte de renseignements personnels**

La Commission de la location immobilière a le droit de recueillir les renseignements demandés sur le présent formulaire afin de régler votre requête déposée en vertu de l'article 185 de la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*. Une fois le formulaire déposé, les renseignements concernant l'instance peuvent devenir publics s'ils figurent dans une décision ou une ordonnance du tribunal ou dans un autre document, conformément à la [Politique d'accès aux documents](#) de Tribunaux décisionnels Ontario et à la *Loi de 2019 sur les documents décisionnels des tribunaux*. Les parties qui souhaitent assurer la confidentialité de leurs dossiers ou renseignements doivent demander à l'arbitre une ordonnance de confidentialité. Pour toute question sur les ordonnances de confidentialité ou l'accès aux dossiers, envoyez-nous un courriel à [LTB@ontario.ca](mailto:LTB@ontario.ca) ou appelez l'Info-Centre au **416 645-8080** ou **1 888 332-3234** (sans frais).

**Renseignements importants de la Commission de la location immobilière**

1. Vous pouvez demander à la Commission de fournir des services en français à votre audience. Si vous êtes le requérant, vous pouvez remplir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* qui se trouve à la fin de la présente requête. Si vous êtes l'intimé, vous pouvez obtenir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* dans les bureaux de la Commission ou sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli).
2. Vous pouvez demander à la Commission de prendre des dispositions particulières (appelé demande d'adaptation) aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario pour vous aider à participer à l'audience. Par exemple, vous pouvez demander à la Commission de prendre les dispositions nécessaires pour fournir les services d'un interprète gestuel. Vous pouvez faire une demande d'adaptation par téléphone, par télécopieur ou par la poste. Si vous êtes le requérant, vous pouvez remplir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* qui se trouve à la fin de la présente requête. Si vous êtes l'intimé, vous pouvez obtenir la *Demande de services en français ou demande d'adaptation* dans les bureaux de la Commission ou sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli).
3. Le fait de fournir des renseignements faux ou trompeurs à la Commission de la location immobilière constitue une infraction à la *Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation*.
4. La Commission peut ordonner au locateur ou au locataire de rembourser à l'autre partie les frais liés à la requête.
5. La Commission applique des règles de pratique qui énoncent les modalités relatives au processus de présentation d'une requête, ainsi que des lignes directrices d'interprétation qui expliquent de quelle façon la Commission peut trancher certaines questions susceptibles d'être soulevées dans une requête. Vous pouvez consulter les règles de pratique et les lignes directrices sur le site Web de la Commission à [tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli](http://tribunauxdecisionnelsontario.ca/cli) ou en acheter un exemplaire dans un bureau de la Commission.

**RÉSERVÉ AU BUREAU :**Delivery Method:  In Person  Mail  Courier  Email  Service Ontario Center MS  FL





Utilisez ce formulaire pour demander à la Commission de la location immobilière (CLI) de fournir des services en français ou pour lui faire savoir que vous avez besoin d'une mesure d'adaptation aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario.

## Partie 1 : Demande de services en français

- Cochez cette case si vous voulez que le processus de règlement des différends (conférences de gestion du cas, audiences, etc.) ait lieu en français.

## Partie 2 : Demande d'adaptation aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario

- Cochez cette case si vous avez besoin d'une mesure d'adaptation aux termes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario pour participer au processus de règlement des différends. La CLI fournira les mesures d'adaptation nécessaires concernant des besoins liés au *Code* pour vous aider tout au cours du processus de présentation d'une requête et du processus d'audience conformément à la politique de Tribunaux décisionnels Ontario sur l'accessibilité et les adaptations. Vous pouvez consulter la politique à [tribunauxdecisionnelsontario.ca](http://tribunauxdecisionnelsontario.ca).

**Veillez expliquer** : Quelles sont les adaptations dont vous avez besoin?



## Méthode de paiement

Indiquez le mode de paiement choisi pour payer les droits:

[Paiement en ligne](#) Reçu n° : \_\_\_\_\_

**Remarque :** le reçu doit être envoyé par courriel avec la requête à [LTBpayments@ontario.ca](mailto:LTBpayments@ontario.ca).

Mandat  Chèque certifié

Le mandat ou le chèque certifié doit être établi à l'ordre du « ministre des Finances ».

Carte de crédit

Si vous payez par carte de crédit et déposez votre requête par la poste ou par service de messagerie, vous devez remplir le formulaire [Paiement par carte de crédit](#) et le faire parvenir avec votre requête.